



## **SYNTHESE GENERALE DE L'IAE DE BORDEAUX**

---

### *Economie : Les processus d'intégration en Union Européenne et en Amérique latine*

Gaël Trubert-David Château

#### **PRESIDENT :**

**Juan Pablo Delaiglesia, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères (Espagne)**

#### Contexte :

Le sommet de Madrid a été l'événement fondateur de la redéfinition des rapports établis entre l'Union Européenne et l'Amérique latine. Ces rapports s'inscrivent dans le cadre des intégrations régionales: fait pour des pays d'une même zone géographique, de constituer un espace économique.

#### Introduction

Le taux de croissance moyen de l'Amérique latine reste stable à environ 0%, ce qui n'est pas extraordinaire, et ne permet pas à l'Union Européenne de fiabiliser ses échanges avec cette région.

Bien sur, il y a des exceptions. C'est le cas par exemple du Mexique et de l'Argentine, même si on constate globalement une baisse de la croissance économique. A contrario, en Europe, la crise tend à se prolonger voire à s'intensifier.

Nous notons cependant une bonne résistance à la crise économique par une gestion efficace des dépenses et un développement des politiques internationales.

De plus, les politiques sociales ont largement été mises en avant ce qui a contribué à améliorer les écarts entre les classes sociales.

## **INTERVENANT :**

### **Rojas ARAVENA – directeur de FLASCO Costa Rica**

Des accords bilatéraux ont ainsi été négociés au cours de 6 sommets présidentiels. Cependant, le problème de la régionalisation reste central et risque, s'il n'est pas pris en compte de créer des asymétries en favorisant le bilatéralisme plutôt que le bi régionalisme.

Aujourd'hui, l'Union Européenne est le deuxième partenaire commercial de l'Amérique latine et l'Espagne et les Etats-Unis restent ses plus gros investisseurs.

On constate toutefois des disparités. Ainsi, l'Amérique centrale a plus tendance à traiter avec les États-Unis qu'avec l'UE.

L'Espagne reste à ce jour le plus gros investisseur en Amérique latine. Cependant, en ce qui concerne la R&D, on constate que ce sont les Etats-Unis qui investissent le plus alors que l'UE presque rien. De multiples efforts sont déployés mais sans cohésion. Il faut des initiatives convergentes. Il doit y avoir différentes perceptions de l'AL au sein de l'Europe.

Il y a volonté d'établir le même modèle de gestion concernant la politique agricole en Europe (PAC) et en Amérique Latine (rattachée au MERCOSUR). Le problème est qu'actuellement le dialogue est assez difficile entre le Mexique, l'Argentine et le Brésil, fers de lance de ce groupement économique, ce qui le décrédibilise et le met en marge de la scène internationale.

Volonté de réformer l'ONU.

## **COMMENTATEURS :**

### **Rosaria Green – ancienne ministre des affaires étrangères du Mexique, sénatrice et présidente de la Commission des affaires étrangères.**

Les relations entre l'Amérique du sud et l'Union européenne sont assez difficiles.

Elle souhaite un traité de Lisbonne bis, en Amérique latine, mais les pays d'Amérique centrale ont refusé de collaborer.

Autre difficulté : présenter une unité quand la région AL se décline en plusieurs groupes politiques d'influence : CARICOM, MERCOSUR, Groupe de Rio.

Cette fragmentation rend difficile la compréhension du système latino-américain. C'est un obstacle à l'unité de l'Amérique latine en tant que région.

C'est pourquoi il existe beaucoup d'accords binationaux entre les États-Unis et différents pays, surtout d'Amérique Centrale.

Manque de vision commune.

### **Pierre MOSCOVICI - député PS, ancien ministre des affaires étrangères.**

Constat global : L'Amérique latine n'est pas une priorité sur l'agenda politique de l'UE et l'inverse est également vrai.

2 points essentiels à aborder :

#### **1. L'intégration régionale.**

L'AL, comme il a été mentionné lors de l'introduction du Foro est un espace divers alors que l'UE présente une unicité vis-à-vis de l'intégration régionale. Il y a une lisibilité plus grande.

Il existe plusieurs intérêts à l'intégration régionale de l'Amérique latine : lutte contre le protectionnisme, lutte contre les tensions politiques et sociales...

En ce qui concerne l'Union européenne, le traité de Lisbonne a permis de mettre fin à une crise institutionnelle qui a duré longtemps. Aujourd'hui, c'est une crise économique forte et durable à laquelle la région doit faire face.

L'Amérique latine, quant à elle est plutôt bien sortie de la crise et présente un taux de croissance globale de + 6%. Cependant, la coopération reste plus complexe à l'intérieur de cet espace qu'en UE.

## **2. Les intérêts communs de l'Union Européenne et de l'Amérique latine : quel agenda commun ?**

La mondialisation incite à poser trois sujets de débats :

- régulation économique internationale, (multilatéralisme)
- environnement : en AL des réponses innovantes, surtout en termes d'énergie. Après l'échec de Copenhague causée par l'alliance Chine/Etats-Unis, il est possible d'envisager une alliance AL/UE.
- Culture : attachement à la diversité culturelle est le socle commun des deux régions. L'Europe est le berceau de la sociale démocratie mais aujourd'hui elle subit une grande vague de conservatisme alors qu'en AL on observe la tendance inverse.

### **Adalid CONTRERAS BASPINIERO - Secrétaire général de la Communauté Andine des Nations (CAN)**

La mondialisation aujourd'hui s'exprime à travers de rapports géopolitiques multipolaires. Les pays établissent aujourd'hui des relations avec différents espaces.

Nous pouvons aujourd'hui constater que la Communauté Andine des Nations (CAN) subit depuis plusieurs années un renforcement de la pression des politiques nationales. Ceci provoque l'existence de blocs avec des enjeux d'État différents et engendrent aussi différents modèles de développement. Ces différences ne sont pas dépassées, même à l'intérieur de la CAN ce qui ne permet pas de consensus dans plusieurs domaines, même si ces différences sont complètement assumées.

Les quatre pays de la CAN ont un cadre politique où les États gèrent une stabilité économique dans un cadre démocratique.

Il y a beaucoup d'asymétries dans les relations avec les pays de la CAN et les autres pays. Pour chaque politique nationale, l'importance du citoyen doit être prise en compte. La communauté andine est manipulée par la presse par exemple, ce qui est inacceptable. Le journalisme contribue aux renforcements du bloc, il n'évoque jamais les échecs. C'est donc une entrave pour construire une relation CAN/reste du monde.

La CAN ne devrait pas être qu'une alliance commerciale même si c'est l'intérêt commun de départ.

Il faut rechercher un consensus pour une intégration totale. Un agenda politique existe pour définir un consensus entre les quatre pays.

Enfin, il faut souligner que même s'il existe une alliance commerciale entre les 4 pays de la CAN, cette dernière participe au développement des relations entre l'Amérique latine et l'Union Européenne. Cette relation va plus loin que le bilatéralisme.

### **DEBATEURS :**

#### **Alejandro AGUINAGA – vice président du Congrès du Pérou**

Les relations entre l'Amérique latine et l'Union européenne sont un échec.

Le désir de bi régionalisme n'a pas fonctionné.

Le Sommet de Madrid a mené à des accords bilatéraux. Entre l'UE et la Colombie d'une part, entre l'UE et le Pérou d'autre part.

#### **Teresa CUNILLERA – député PSOE, première vice président du Congrès des députés (Espagne)**

Il y a une volonté européenne d'être un référent dans le système géopolitique multipolaire qui s'affirme aujourd'hui.

Il faut désormais s'intéresser au côté politique et sociale de l'intégration.

**Angel CARRO CASTRILLO – Chef de l'unité MERCOSUR-CHILI, de la Direction Générale des Relations Extérieures de la Commission Européenne**

Il faut un renforcement de la coopération politique entre les deux régions. Le dialogue doit être bi régional, bilatéral et multilatéral.

Remarque : La Chine et la Russie commencent à émerger sur le marché latino américain, il faut réguler leur influence et notamment au niveau du transfert de technologie (débat sur la signature par Sarkozy le jour même d'un traité permettant à Areva de transférer une technologie nucléaire à la Chine) et sur la création d'emplois qui en découle.

**José BOTAFOGO – Président du Centre Brésilien des Relations Internationales (CEBRI)**

Il y a DES Amériques latines.

L'Amérique andine n'est pas la même que l'Amérique atlantique.

NB : Le Brésil qui a le plus de frontières, surtout naturelles, côté atlantique ne favorise pas l'intégration, surtout Nord/Sud.

Le Mercosur n'intéresse pas vraiment les dirigeants brésiliens.

Il faut investir dans les infrastructures et aussi particulièrement dans le domaine de l'énergie.

---

## *Politique : Gouvernance et Démocratie en Amérique latine*

Céline BRIENS-David CHATEAU-David SAUVANET

**Président :**

**Vicente Fox, ex-président du Mexique**

Il a commencé avec une présentation de la situation de démocratie en Amérique latine.

L'Amérique latine est sortie du 20e siècle perdu par des dictatures, des leaders messianiques et autoritaires. Mais vers des fins du siècle il y a eu simultanément des processus de démocratisation de ces pays. Les pays latino-américains ont décidé de passer aux économies du marché. L'Amérique Latine a payé le prix fort mais elle l'a obtenu. C'est un moment de croissance en Amérique Latine. Ce sont les dix meilleures années, en matière de croissance, développement et réduction de la pauvreté. Malgré les critiques parce que les règles ne se sont pas respectées complètement. Elle a consolidé une démocratie et une liberté mais l'Amérique latine est constituée de jeunes démocraties qui ont besoin d'être nourrie et être défendue.

Dans la situation post crise 2008-09, y a quelques pays qui vont de l'avant et le font vite, d'autres à leur rythme, lentement, et les autres, ils restent derrière ce qui est une menace. Le défi est d'obtenir des résultats parce qu'il ne suffit pas des discussions idéologiques, maintenant au 21e siècle ce qui leur intéresse à ces des familles c'est l'emploi, la santé, les pensions, la sécurité sociale et qu'ils vont avoir des économies heureuses. On a besoin en permanence des politique publiques. Plus loin que chaque administration, on a besoin d'un effort collectif et un défi économique de la compétitivité avec les marchés internationaux et la consommation nationale.

Dans le politique : dans de jeune démocratie il est nécessaire d'éliminer les menaces de liberté. Il faut travailler quotidiennement pour la défendre, il ne faut pas que quelqu'un d'une manière illuminée prenne le pouvoir. Il faut utiliser la politique pour établir la stabilité.

Il y a une meilleure croissance dans une démocratie et le conflit permanent complique l'activité de tous. On a besoin de la tolérance, le dialogue et la résolution rend cohérent les problèmes. Des projets de nation n'existent pas, mais seul des projets d'état ou de parti.

Dans le social : il faut former un capital humain à travers de l'accès à l'éducation, agrandir les politiques sociales, la couverture sociale pour que chacun puisse développer ses propres idées au nom de l'effort de la nation et la distribution des revenus. Les obstacles qui continuent d'être sont la pauvreté, l'ignorance, le manque d'éducation. C'est la violence qui touche à l'économie et génère une richesse.

### **Allan Clutterbuck, du Réseau d'Action Politique (Argentine) a divisé sa présentation entre 3 chapitres.**

#### La situation de démocratie :

L'Amérique latine a déjà 30 ans de une démocratie. Elle a réussi à consolider les mécanismes de transparence des acteurs politiques, à organiser des élections libres et cela constitue une avance très importante.

L'enthousiasme citoyen dans la démocratie augmente-t-il ? À la question : est-ce une bonne option ? 59 % considèrent la démocratie comme préférable, 79 % pensent qu'ils suivent des problèmes mais c'est pour le mieux. Cependant, le Latinobarómetro démontre que 1/3 de la population manifeste une certaine nostalgie des gouvernements autoritaires.

#### Des défis de l'action :

Malgré des élections il y a eu des chefs d'état qui n'ont pas pu terminer leur mandat dû à la faiblesse du système des partis politiques. Ils doivent être fortifiés et institutionnaliser. Il n'y a pas d'indépendance politique. Du financement se détache l'iniquité et il y a beaucoup de demandes de groupes qui financent des campagnes électorales suspectent. Le mécanisme d'élection est important au même que le fait de gouverner.

Les alarmes principales sont l'inégalité avec la croissance, le manque d'emploi, l'insécurité avec un taux de criminalité alarmant, une pénétration du crime organisé et du trafic de stupéfiants, des alternatives entre un statut quo et faire des changements, l'autonomie fiscale des gouvernements locaux est précaire, les affaires en ce qui concerne la race, le genre, la préférence sexuelle, etc..

Pour résumer les défis consistent à gouverner démocratiquement, en finir avec les états inefficaces et par cela l'Amérique latine a besoin de la cohésion sociale.

#### Des propositions :

La solution pourrait être dans une démocratie transnationale. Le débat est sur la qualité de la démocratie et une citoyenneté, plus de cohésion sociale, et obtenir un équilibre entre un marché et un état.

#### **Les débats :**

Tous ont parlé des réussites de 30 ans de démocratie. Bien que le processus de démocratie ne soit pas terminé l'Amérique latine continue une longue progression. Cela ouvre un débat à tous les établissements. Il est clair qu'il y a des nombreux défis comme l'état de droit, le raffermissement de l'état et de ses capacités, et la qualité de l'administration publique.

L'Amérique latine, a déjà fait sa transition démocratique électorale. On peut dire qu'il y a une vraie consolidation démocratique en Amérique latine parce que des élections libres, démocratiques et transparentes sont institutionnalisées. Il y a eu des progressions politiques d'un nouveau genre, une

qualité de multiculturalité dans les représentations électorales. Mais ce n'est pas suffisant pour garantir la dite démocratie, il faut l'agrandir pour obtenir une vraie gouvernabilité démocratique.

Il y a des valeurs démocratiques dans toutes les Constitutions mais ils ne les respectent pas dans tous les pays. L'objectif principal est de consolider et fortifier ces institutions.

Il faut investir dans l'état de droit. Il n'y a pas de démocratie sans état de droit mais les recours et la volonté politique manquent. Il n'y a pas d'institutions faibles et de faibles états en Amérique latine. La pauvreté est non seulement matérielle, mais légale. Il y a aussi un manque de droits, de transparence et certaine négation dans la notion d'état de droit.

Les latino-américains n'ont pas pu garantir les institutions de la démocratie. Il faut finir avec la démocratie de forts hommes et créer une démocratie de fortes institutions. Il faut établir de fortes institutions pour enlever une domination d'un chef tel que les hommes politiques ne surpassent pas les institutions.

On doit refonder un système de partis politiques. La crise d'états fait que le messianisme politique arrive. La domination d'un chef est combattue par le fait que la réélection indéfinie est impossible, (seulement une fois).

Il y a une nécessité profonde de qualité des partis politiques, des leaders, et par cela il continue d'y avoir un manque d'opacité de gestion. Des leaders globaux et non personnels et aussi une plus une transparence pour obtenir une crédibilité dans le leadership politique. Il est plus important de croire en ceux qui vont voter, qui sont minoritaires, parce que le discrédit des partis politiques occasionne que les gens ne vont pas aux urnes.

Le drame est de passer d'un programme de campagne à un programme de gouvernement. Il y a un divorce entre le monde politique de la campagne électorale et le monde technique qui se charge de la tâche de gouverner. Pour arriver à une gouvernance nous devrions d'abord, accomplir une capacité technique, en second, assurer une bonne communication et en troisième faire un calcul stratégique et penser à long terme. Il aiderait de résoudre la fiscalité et le rachat de la confiance, pour que la confiance en démocratie soit récupérée et que la population reparte vers les urnes pour voter.

La Gouvernabilité démocratique parle de la démocratie électorale et de la représentativité. La démocratie directe participative bien qu'elle semble attractive, affaiblit la démocratie après avoir personnalisé le pouvoir. Il ne faut pas dépasser la liberté. Le dilemme provient de la personnalisation et de l'institution du pouvoir. Il faut équilibrer la souveraineté et la démocratie pour que la Gouvernabilité démocratique fonctionne.

Combien les peuples sont-ils disposés à passer dans la démocratie ? Le questionnement du comment la politique est financée est un problème plus grand encore. La globalisation a démantelé aux états. Nous ne pouvons pas être témoins distants de l'influence du marché. L'emphase entre les gens qui ont moins un profil d'hommes politiques qu'une volonté politique, une reconnaissance de l'autre et une collaboration, la capacité et la compétence pour que ce ne soit pas un espace pour l'improvisation et l'empirisme. Pour être homme politique il faut se préparer et être disposé dans une vitrine. La corruption constitue la faiblesse des partis politiques et suit de très près l'Amérique latine. L'opposition doit être d'une rétro-alimentation et non d'un frein constant.

La séparation de pouvoirs est indispensable. L'empire de la loi dit que tous doivent être soumis à la loi. On a besoin d'une indépendance du pouvoir judiciaire. Parfois le pouvoir judiciaire, est encore un instrument de l'exécutif et de répression de ceux qui ne pensent pas à l'égalité : le droit de penser. Une autre grande faiblesse est le pouvoir judiciaire et la persistance de l'impunité. Si les tribunaux sont contrôlés, il n'y a pas de démocratie.

Même à l'intérieur des pays il y a des réalités distinctes. Le centralisme génère plusieurs fois des problèmes. Une région très hétérogène, rend difficile la pérennisation de la démocratie dans tous les pays. Une globalisation une nécessité de vision stratégique de la part des gouvernements, la nécessité d'avoir des accords politiques. L'opposition essaie de recourir aux erreurs des autres sans se rendre compte qu'elle peut arriver à gouverner.

Cela continue avec les problèmes de l'insécurité dans les régions, du crime organisé. Il faut fortifier la justice, renforcer la police. Un État n'est pas efficace s'il n'y a pas de sécurité. Beaucoup de gens commencent à penser entre une liberté et une sécurité. En réalité, c'est une pyramide inversée : après avoir baissé, la liberté est réduite, jusqu'à ce qu'elle se termine.

Tous les participants du débat n'étaient pas en faveur de Vincente Fox. Les dix dernières années n'ont pas été bonnes selon eux. Il y a eu des cas d'échec; seul Brésil. Réduit une pauvreté, des progressions technologiques, un leadership, des élections non controversées. Mais ce n'est pas le cas du Mexique. Une économie stable mais la pauvreté a augmenté, les classes moyennes sont revenues à la pauvreté. Une dépêche politique électorale, une mise en question des libertés /équités, aux processus politiques et à la violence qui est arrivée aux limites qui mettent en péril le Mexique et l'Amérique latine.

L'Amérique Latine continue d'être dans une période de transition, (les pouvoirs politiques plus particulièrement). La société n'est toujours pas égale; la technologie a fait que la société est plus exigeante, relative à toutes parties du monde.

Il y a une solution, mais il faut passer par un changement de direction : plus un marché interne et plus un développement technologique. On a besoin aussi d'un pacte politique pour arriver aux élections avec garanties d'équité ainsi que des changements dans la politique de sécurité.

La construction de citoyenneté requiert des institutions qui surveillent les élections, les Droits de l'homme, le droit à l'information, la transparence de l'exercice public, mais aussi il faut qu'il existe une démocratie participative, on a besoin d'un changement de gouvernements s'ils ne s'acquittent pas de ces conditions requises.

Il faut avoir un accord pour construire et pour reconstruire des institutions basiques de la démocratie : une démocratie transnationale, une souveraineté relative. Dans les années 70-80, on regardait l'Europe en réclamant la défense à la démocratie. Il semble que les États-Unis et l'Union Européenne ont des qualités de leaders pour aider l'Amérique latine avec ces défis d'accomplissement de processus de démocratie.

---

## *Politique : La Politique européenne vis-à-vis de l'Amérique Latine*

L'Amérique Latine et l'Europe ont fondé leur relation sur les liens affectifs culturels qui les rapprochent. Les nouvelles politiques dessinent un changement de situation entre l'AL et l'Europe ; en effet, ils sont tous deux candidats à un nouveau pôle dans la construction d'un monde multipolaire. L'Amérique Latine (L'AL) est une région dotée de multiples ressources. Le but était de réfléchir au lien qui unissait l'Europe et l'Amérique Latine à travers la question du protectionnisme européen en termes d'agriculture, de restrictions en matière énergétique, des migrations et surtout l'issue d'une perception politique réciproque.

La conférence était présidée par M. Marco Aurelio GARCIA ; conseiller particulier aux affaires internationales au Brésil du Président Lula. Ce dernier a rappelé à l'assistance le changement

significatif de la situation internationale où l'AL occupait un nouveau pôle dans le monde multipolaire.

L'intégration commerciale : Il existe en AL plusieurs zones telles que Mercosur dans lesquelles les pays entretiennent des relations plus économiques que commerciales.

Ernesto Samper, ex-président colombien propose de songer à un processus d'intégration économique entre l'Europe et l'Amérique Latine où le Brésil pourrait en être l'arbitre. Ainsi, toutes les tentatives de négociations comme le projet ALCA au Brésil ou encore le Pacte Andin sont vaines. Il faudrait se diriger vers une négociation à visée économique. Comme par exemple, avancer dans le projet UNASUR qui pourrait être un potentiel d'intégration même s'il est déficitaire d'un point de vue institutionnel.

Le problème de la relation entre l'Europe et l'AL réside dans la multiplicité des accords trop dispersés de la région mais également dans la responsabilité du Brésil quant à ses voisins. La nécessité d'une association économique se fait ressentir ; c'est le projet de l'UNASUR. Au sein de ces zones, aujourd'hui de grands thèmes seront abordés comme celui de la santé, de la sécurité sociale, l'énergie, la drogue et les infrastructures. Seulement, ces zones sont déficitaires, elles manquent donc de moyens pour mener à bien leurs projets.

En outre, l'Europe adopte un comportement protectionniste vis-à-vis du secteur de l'agriculture, car il est vrai que l'Amérique Latine représente un concurrent de taille (de par ses prix et l'approvisionnement de fruits ou légumes hors saison). Il existe également des restrictions en matière d'énergie et de migration. Et, si la communication entre l'Europe et l'Amérique Latine est aussi complexe, cela se doit sûrement à la méconnaissance réciproque des problèmes. Il devient donc indispensable de se rendre compte que l'Amérique Latine tend à une réelle homogénéisation.

Gustavo Suarez Pertierra ; homme politique espagnol du parti socialiste met en relief une perspective « euro-latino-américaine ». La proximité culturelle et historique qui existent entre les deux régions justifient une alliance stratégique. C'est par nos valeurs communes que la création d'une alliance stratégique permettra d'avoir une influence sur les décisions des Foros internationaux par exemple.

De ce fait, il s'est formé à Madrid une alliance stratégique entre l'AL et l'Europe, fondée sur des valeurs qui les unissent. Celle-ci a pour mission d'influencer les décisions prises à l'international en faveur de ces deux zones.

En Mai 2010, l'UE et AL ont conclu, durant le sommet de Madrid, des accords d'ordre commerciaux dans le but de relancer les relations bi régionales.

Durant ce sommet, les termes de l'innovation, de l'intégration sociale et du plan d'action 2010-2012 de la présidence chilienne ont également été abordés. Cependant, ce sommet a mis en avant une grande désillusion :

\* L'AL attend beaucoup de l'Europe étant donné la perte de lien avec les Etats-Unis (aux côtés de ses concurrents asiatiques et des pays émergents). L'AL est trop dispersée de par les nombreuses structures comme le groupe de Rio, le MERCOSUR, l'UNASUR, etc.

\* L'Europe projette d'instaurer en AL un modèle similaire au modèle européen mais l'AL ne l'entend pas de cette manière.

Aujourd'hui l'Europe entretient des relations principalement de façon individuelle avec les pays latinos. Il serait alors préférable de traiter par bloc et non par pays.

Par ailleurs, il est évident que les investissements européens en Amérique Latine ne cessent d'augmenter. Cela montre bien la notion de bi-régionalisme. Le sommet de Madrid a abouti à de

résultats insatisfaisants car l'objectif est de relancer les relations intra-régionales et il doit être avant tout une priorité pour l'Europe via l'établissement d'un plan d'action 2010-2012.

Il existe un paradoxe qui constitue un problème de fond car les négociations doivent être bi-régionales. L'Union Européenne essaie de parler d'une seule voix et l'Amérique Latine doit en faire de même.

On dégage plusieurs idées perçues par les différents intervenants en lien avec l'alliance stratégique :

Les relations sont basées sur un « volontarisme » de l'AL d'appliquer les valeurs occidentales (par exemple l'état de droit).

La relance des relations bi régionales ne sera possible que par un engagement institutionnel politique

La nécessité d'une reprise de la communication entre l'Europe et le Mercosur pour une union bilatérale et non sous régionale.

Abe LOWENTHAL, professeur des relations internationales entre les Etats-Unis et l'Amérique Latine dénonce une dispersion des pays au sein même de la région de l'AL et le repos du Brésil sur l'AL pour s'affirmer sur le plan international car le Brésil lui n'a jamais pensé comme un pays d'Amérique Latine, sa vocation est mondiale.

Il serait envisageable de favoriser un consensus européen envers l'AL par des sommets entre personnes de même culture et davantage structuré. Une relation plus pragmatique est nécessaire.

Il faut changer la nature des relations en consacrant davantage de temps aux relations euro latines dans les agendas.

François Bayrou justifie la nécessité de prendre des décisions sur la guerre des monnaies et de renforcer les institutions.

Il est également important de réduire les problèmes à l'intérieur même de la région afin de s'attarder davantage sur des relations à plus grande échelle. Il ajoute que l'Europe n'est pas l'exemple de cohésion parfaite et que tout se joue en AL car c'est la zone du monde qui est prête à coopérer pour créer un monde multilatéral et équilibré.

Gonzalo URIARTE, avocat et homme politique chilien, décrit l'AL comme une région complexe où il existerait plusieurs AL. Il faudrait envisager un nouvel instrument en vue de mesurer la pauvreté. En effet, elle est une réalité pour toute l'AL.

German ANTELO, ancien candidat à la présidence bolivienne, déclare qu'il existe deux types de forces qui font que nous coïncidons et nous distançons à la fois.

Il y a, tout d'abord, un manque de concordance de l'AL car il existe des difficultés dans l'identification et la priorité des problèmes. La solution serait l'association d'une coopération éliminant les pactes bilatéraux remplacés par des corporations d'instances académiques et politiques. Les véritables problèmes identifiés et communs à toute l'AL sont la pauvreté, le manque de justice, l'immigration et le manque d'équité. En outre, l'intégration régionale n'illustre pas la situation réelle et régionale de l'AL. Il y a un manque de dynamisme et la signature de divers accords régionaux désunit finalement l'AL. La solution serait de d'avoir une approche similaire de coopération comme l'Union Européenne avec les accords Schengen. Ainsi, le modèle européen doit intégrer l'Amérique Latine par des actes concrets.

Au niveau de l'information de la population, il est important désormais de favoriser la prise de conscience par une information plus riche en matière internationale (exemple de la presse européenne qui n'apparaît pas en AL)

La région de l'AL a besoin d'une nouvelle identité ; le Mexique doit faire partie de la région dans contexte actuel de crise.

Il faut également revoir l'ordre de priorité des politiques des deux régions (aujourd'hui les relations euro latines n'apparaissent qu'à la 7ème place de l'agenda).

Les intérêts de l'AL et du Brésil doivent aujourd'hui converger et tous les pays devraient trouver un consensus d'opinion sur la question de Cuba.

Les faits historiques montrent que, dans les années 80, l'Europe fut la première zone à s'intéresser à l'AL. Les accords de San José (entre le Mexique et le Costa Rica) en 1983 ont constitué le premier dialogue politique basé sur la construction de groupes et sur leur autonomie. Le but est de se détacher progressivement du poids des Etats-Unis. Aussi, le Brésil connaît une belle croissance économique et cherche à s'appuyer sur son continent afin d'amplifier son rôle à l'international. Cependant, la structure d'AL est très diverse puisqu'elle se constitue de plusieurs zones : Mercosur, Unasur, Grupo del rio... Au passage, l'AL possède le grand avantage d'avoir deux langues au sein de son continent ce qui facilite les échanges et les relations entre les pays et également avec les pays du sud de l'Europe, Espagne et Portugal. Abe LOWENTHAL, professeur des relations internationales entre les Etats-Unis et l'Amérique Latine propose plusieurs thèses au débat. Tout d'abord, l'AL est simplement vu comme un concept. Il entend par ce dernier que l'AL tend à disparaître et son orientation devient Nord-Américaine. Comme par exemple, le Mexique ou encore Cuba ont des relations plus intimes avec les Etats-Unis. Quant à l'Amérique du Sud : Chili, Argentine, Uruguay, il n'y a pas de réel leader pour pouvoir définir une Amérique Latine. A contrario, les Etats-Unis deviennent plus latino-américains. La frontière entre l'AL et les Etats-Unis n'est quasiment plus perceptible et les problèmes de types inter-domestiques sont présents concernant les questions de l'emploi, éducation, drogue, émigration. Mais la question fondamentale est de s'interroger sur les pays où la question de l'Amérique Latine fait partie de l'agenda. Quels sont-ils aujourd'hui ? Et y'a-t-il un agenda mondiale dont l'Amérique Latine fait partie ?

L'AL compte aujourd'hui des pays éminents inscrits dans l'agenda global dans les préoccupations se concentrent autour de la santé publique, du commerce international et du marché de l'énergie. Les pays les plus concernés sont actuellement le Chili, l'Argentine et le Mexique. Les questions aujourd'hui demeurent les suivantes:

\* Comment faire pour créer des relations entre l'AL et l'Europe ?

\* Comment prendre des décisions au niveau mondial sans pour autant que les citoyens ne se sentent isolés et exclus ?

En guise de conclusion, les deux continents se trouvent, aujourd'hui, dans une impasse. La situation est caractérisée par un manque d'orientation politique en Europe sur la question de l'AL. Il y a aussi une frustration sur l'état de la relation qui est asymétrique et euro centrique. Il est nécessaire de dépasser cette relation bi régionale et se positionner sur un pied d'égalité. Du côté de l'AL, l'Europe ne fait pas partie de l'agenda et inversement pour l'UE ce qui peut s'expliquer par une méconnaissance mutuelle de la situation. Il est indispensable que chacune des parties manifestent leurs intérêts réciproques et cherchent ensemble de nouveaux points communs dans leurs agendas respectifs comme les sujets du changement climatique, l'énergie, la criminalité en vue d'une relation fructifiante et durable.

# Politique : La Liberté de la presse en Amérique Latine

Margot Moreau-Blanc – Anne-Claire Thébeaud – Antoine Bertetto

*Se lo paga o se lo pega.* Ainsi disent les *maras* du Guatemala en parlant des journalistes. La fin des dictatures et des juntes militaires en Amérique latine a certes permis à la presse de retrouver son statut de contre pouvoir. Les révélations des scandales d'abus et de corruptions sont courantes dorénavant. A l'instar des révélations au Brésil sur les différentes affaires impliquant des membres du parti des travailleurs.

Cependant, la violence du crime organisé, très sensible surtout au Mexique, mais également en Colombie et au Guatemala, pose la question de la sécurité. Le témoignage émouvant de l'écrivain et grand reporter mexicain Diego Osorno est révélateur à cet égard. Mais, ce sujet, pose aussi, plus insidieusement, le problème du statut du journaliste (un journaliste doit-il être plus protégé qu'un citoyen lambda ?) et de l'éthique de la presse (la presse est-elle si immaculée ?).

Par ailleurs, dans certains Etats sud-américains (à savoir l'Equateur, Le Venezuela et la Bolivie), c'est au nom de l'éthique que des lois dites de communication sont votées. Il est aisé d'y voir un retour de limitation de la liberté de la presse, mais cela pose la question jusqu'où la presse peut et doit aller.

Une autre question se pose dans le monde journalistique à savoir la qualité de l'information reçue par les populations et l'intérêt qu'ils y portent. En effet, les lecteurs trouvent aujourd'hui des alternatives aux supports traditionnels, les réseaux sociaux les plus utilisés. Ces réseaux sociaux sont à la fois dotés d'un grand pouvoir médiatique mais tendent à dévaloriser le contenu des informations.

Dominique Wolton, directeur de l'Institut des Sciences de la Communication a proposé six principaux enjeux auxquelles la presse, dans le monde entier, doit faire face.

1. La concentration économique
2. La tyrannie de l'audience
3. La « peopolisation » des informations, qui peu être lié au thème précédent
4. La fascination pour les nouvelles technologies : en oubliant que sur Internet, aucune régulation n'est réellement possible, ce qui pose le problème de responsabilité
5. La tyrannie des sondages
6. L'illusion du quatrième pouvoir : la presse est un contre-pouvoir et non un quatrième pouvoir.
7. Le déficit des journaux qui menace leur disparition

C'est autour de ces six points que les débats ont directement ou indirectement fait mention.

Comme l'a rappelé M Ernesto Samper, ex-président de la Colombie, la presse est avant un négoce comme un autre, il lui faut un marché, une demande, c'est-à-dire des lecteurs. L'Amérique latine se caractérise par la puissance de l'audiovisuelle, la presse papier ne représente tout au plus que 25% de la population.

Le premier côté négatif de ce marché est dans la possession de la presse par des groupes particuliers. Les républiques bolivariennes ou s'en rapprochant ont, sous cet angle que certains Etats décider de légiférer. A l'inverse, dans d'autres pays, on parle de développement de ce « totalitarisme doux » où la presse est institutionnalisée, et où elle s'autocensure. Les intérêts des gouvernements et des possédants de la presse concordent, et le rôle de contre pouvoir ne joue plus. Comme le souligne

Miguel Angel Bastenier, directeur adjoint au service étranger du journal espagnol El Pais, les médias ont un pouvoir de distorsion de la réalité, ce qui confère un fort pouvoir à ceux qui la dirigent. Au final les idoles deviennent plus importantes que les élus. Dans cette optique, Maria Ximena Dussan, éditorialiste au journal colombien « Semana », rappelle que les journalistes sont des citoyens comme les autres, et, à ce titre, subissent autant d'exaction que les autres, elle appelle les journalistes à s'organiser pour trouver des solutions plutôt que de demander aux autorités des les protéger. Pourquoi eux plus que les autres ?

Le second côté négatif de cette concentration est la tyrannie de l'audience. La presse peut en oublier sa responsabilité et son devoir de véracité. A trop vouloir complaire à l'audience, on omet certains sujets et on met l'accent sur d'autres objectivement moins important.

M Bastenier appelle de ses vœux à la création d'un corps du journalisme, à l'image de ce qui existe pour les médecins ou encore pour les avocats. Ce corps viserait à garantir une éthique professionnelle et éviterait à l'Etat de prendre charge cette régulation, avec les risques et abus que cela peut engendrer. Des règles et un code déontologique devrait être mis en vigueur de concert avec les membres du secteur et même les autorités publiques.

La tyrannie de l'audience peut également pousser la presse à se centrer sur la « peopolisation » de l'actualité, sur les aspects sensationnels. Cela réduit l'exigence intellectuelle du lecteur. Même si ce phénomène est très visible en Europe, Guadalupe Loaeza, écrivain mexicaine, souligne le rôle néfaste de la presse dans son pays. En banalisant la terreur, en oubliant les victimes, n'est-ce pas faire de la publicité gratuite pour les criminels ?

La presse voit son salut dans le Web 2.0, c'est-à-dire que l'avenir sera porté par une participation « citoyenne » dans les médias. Au Mexique, dans les zones où les médias sont bridés par la violence, c'est par l'intervention d'habitant via les réseaux sociaux que les informations circulent. Cela pose le débat pour savoir si la presse doit devenir un cahier de doléances et refléter les opinions de tous (une vocation sociale), ou la presse doit-elle justement prendre de la hauteur.

Partout dans le monde, nous assistons à une recrudescence des sondages et autres enquêtes d'opinion. Cette boulimie révèle en fait un manque de prise de partie et d'enquêtes approfondies de la part de la presse. La presse se cache derrière ce type d'enquête et se contente de les commenter et de les comparer. Alberto Padilla, directeur du programme « Economia y Finanzas » de CNN, a remarqué que dans les pays européens, les médias en règle générale ne s'attaque pas aux institutions mais aux personnes. Ainsi les institutions démocratiques ne sont plus ébranlées. Cependant, cela pose le problème d'un assèchement d'idées nouvelles.

Le dernier enjeu pour la presse aujourd'hui est justement de se positionner non pas en quatrième pouvoir, mais en contre pouvoir selon Dominique Wolton cité plus haut. Il a été justement longuement question de cette notion de « totalitarisme doux » où l'Etat totalitaire ne règne plus non pas par la coercition, mais par une forme « d'auto coercicion ». Pour résumer, cela consiste en un système où la liberté d'expression est garantie, mais où les personnes n'ont pas intérêt à l'exprimer. Dans cette optique, la presse ne joue plus son rôle de contre-pouvoir.

Enfin, la presse écrite est menacée de disparition sans compter les nombreux journaux qui ont cessé leurs activités depuis plusieurs années. Le Directeur du journal El Pais, Javier Moreno Barber, craint de voir son journal disparaître, aujourd'hui déficitaire.

En guise de conclusion, il en ressort de cette 11<sup>e</sup> édition du Foro que le secteur du journalisme se transforme ; les menaces continuent pour de nombreux journalistes, il devient un instrument

politique quand il perd son rôle de contre-pouvoir, puis enfin, la loi du marché est sereine, des périodiques disparaissent au profit de l'audiovisuel ou des nouvelles technologies.

---

## *Social : Le réchauffement mondial*

Guillaume JANET -Valentina STANKOV -Anne-Claire THEBAUD

Le but était de réfléchir sur le rôle de l'énergie dans le développement d'un nouveau système de sécurité nationale et internationale. Le contrôle et la garantie à un accès aux sources d'énergies est-il un tournant dans les relations internationales ? La question fondamentale s'appuie sur où et comment en sommes-nous arrivés là ?

La conférence était présidée par Manuel Marin. Ce dernier a rappelé à l'assistance qu'au XXème siècle, les relations énergétiques entre producteurs et consommateurs s'établissent de la région du Moyen-Orient jusqu'aux grandes régions consommatrices comme l'Europe et les Etats-Unis.

En guise d'introduction Manuel Marin rappelle le déplacement du centre de gravité des interdépendances énergétiques orienté aujourd'hui vers la région Asie-Pacifique. Ce sont les pays de cette région qui émettent le plus de CO2 à travers la planète et paradoxalement les mêmes qui n'ont pas avoir signé le protocole de Kyoto. Cette nouvelle configuration énergétique mondiale révèle un nouveau débat autour du rôle fondamental de l'énergie. En effet, aujourd'hui l'énergie est une réelle arme politique que les Etats producteurs utilisent dans leur politique extérieure. Cependant, le réchauffement mondial n'est pas seulement un grave problème environnemental. C'est aussi une problématique qui s'intègre progressivement dans les politiques de sécurité nationale et internationale.

L'une des raisons qui explique l'échec de Copenhague est le fait que les Etats n'ont pas pris en compte le faisceau stratégique face au changement climatique et plus particulièrement à la non prise en compte de la sécurité énergétique. Par exemple, la Chine et l'Inde sont en phase de dominer le marché énergétique dans les dix prochaines années à venir. Par exemple, les deux dernières années ont montré que 70% de la demande globale provient du tandem Chine-Inde. Il s'agit dans ce cas de pouvoir identifier les responsabilités de chacun dans le réchauffement climatique et trouver un accord commun qui soit respecté par tous.

Les plusieurs tentatives de résolutions du problème environnemental comme l'Accord Général des Nations Unis (1992) et le Protocole de Kyoto (1997) se sont tous soldés par un échec. Il est question de comprendre et de tenter d'analyser les raisons de l'échec de Copenhague. Il semble nécessaire d'avoir une approche beaucoup plus pragmatique. En effet, Copenhague a démontré qu'il ne suffisait pas d'une Assemblée Générale composée de Chefs d'Etat pour pouvoir s'entendre sur un accord commun. Le changement climatique est un problème sérieux qui concerne toute l'Humanité mais la solution se trouve dans les mains de peu de leaders politiques. Les pays qui polluent le plus sont également les pays les plus influents de la planète qui à eux seuls pourraient trouver une solution. Mais le vrai problème réside dans le manque de volonté politique et de responsabilité de quelques poids lourds qui sont les responsables directs de l'émission de gaz à effet de serre avec la Chine (21%); les Etats-Unis (20%); l'Europe (13%). Pour illustrer l'enjeu, une dizaine d'acteurs internationaux représentent quasiment 80% d'émission globale à effet de serre ; soit 54% pour la Chine, les Etats-Unis et l'Europe et 68% si l'on ajoute la Russie, l'Inde et le Japon. Enfin, le G2 (Etats-Unis et Chine) empêche toute possibilité d'accords sur Copenhague qui avec les BRIC exclue totalement l'Europe de la discussion. Par ailleurs, le discours reste à nuancer car le Président des Etats-Unis, Barack Obama ne dispose pas de marge de manœuvre pour traiter la question du réchauffement mondial car le Sénat et le puissant lobbying pétrolier lui bloque les portes . La

première raison est ainsi interne et concerne les priorités de 'agenda du président américain dans lequel ne figure pas problème environnemental. La seconde raison, externe, est issue des relations entretenues avec la Chine. Ils n'arrivent pas à trouver un accord stable sachant qu'ils coopèrent au niveau des relations internationales mais sont en confrontations dans les relations commerciales bilatérales. La dilemme majeur de ces deux pays réside dans le fait que la création de limites d'émissions de CO2 ralentirait considérablement leur croissance économique. L'heure n'étant pas à la négociation, le G2 se trouve ainsi dans « un cercle vicieux de la méfiance ». De plus, le changement climatique prend des proportions géostratégiques : entre ceux qui veulent maintenir leur position de leadership (Etats-Unis) et ceux qui veulent le reconquérir comme le cas de la Russie ; il y a également ceux qui essaient d'asseoir leur domination (Chine) et enfin ceux qui représentent les futures puissances mondiales (BRIC). Dans cette situation de « chacun pour soi », il est ainsi difficile de trouver une solution commune à ce problème mondial.

Lourdes Aranda Bezaury, secrétaire des Affaires Etrangères du Mexique voit un espoir d'accord commun en le Sommet de Cancun qui aura lieu le 7/10 décembre prochain qu'elle appelle « miracle de Cancun ». En effet, il s'agit d'une réunion à échelle mondiale dans lequel l'enjeu est d'aboutir à une solution qui impliquerait cette fois ci les Nations Unies en opposition au sommet de Copenhague. L'objectif n'est pas seulement de réunir les chefs d'Etat les plus puissants mais de discuter ensemble afin de faire avancer les choses. Il s'agit pour les pays de prendre leurs responsabilités et d'agir contre le réchauffement en fonction de leur capacité d'action.

Le fondateur et directeur de Surfrider Foundation, ONG agissant pour la protection de l'environnement et plus particulièrement au niveau des littoraux océaniques, s'interroge quant à lui sur l'influence du changement climatique. Il expose ainsi le développement exponentiel du transport maritime lié à la mondialisation ainsi qu'à l'apparition rapide de nouvelles voies maritimes du à l'importante fonte des glaces. Ce phénomène implique par conséquent des changements quant à la gestion du littoral. Il illustre cette situation à travers l'exemple de l'érosion du littoral en Argentine où l'obligation de renforcer la côte et de construire des barrières en béton paraît inévitable. De plus, la montée des eaux menace désormais certains pays comme les Pays Bas qui n'ont pas d'autres choix qu'abandonner une partie de ces terres à la mer. Dans le même domaine, Venise n'a aujourd'hui plus le choix de repenser rapidement la gestion des flux maritimes afin de protéger la ville contre des inondations. Ces changements engendreront donc des conséquences économiques et sociales que les pays se doivent d'appréhender et de gérer.

Guillermo AMAYA, député du Parti Populaire en Espagne, prône le développement des énergies renouvelables qui devrait être d'avantage intégrer dans l'éducation afin que les jeunes générations modifient leurs habitudes actuelles dans un contexte où tous se doivent d'agir face au réchauffement. Il est question ici de la reconversion énergétique dont le Brésil est le précurseur au travers de grands projets hydrauliques ou l'Espagne avec les champs de panneaux solaires.

Laura THOMSON, Directrice Générale Adjointe de l'Organisation Internationale pour les migrations, ajoute que l'exemple des Pays-Bas et de Venise sont des conséquences inévitables et réelles. Elle fait référence aux inondations récentes au Pakistan qui ont ainsi causé le déplacement de quelques millions de personnes. Elle répète qu'il est impératif de trouver des solutions ne serait-ce que partielles afin de pouvoir affronter ce genre de catastrophe naturelle qui ne cesse de croître. Il faut se poser cette question d'éthique et qui pollue ? Les mêmes qui n'ont pas la volonté politique de se mettre d'accord. Et, qui souffre le plus ? Les pauvres bien entendu. Il faut arrêter d'être passif mais adopter un comportement plus agressif face aux changements climatiques. Aussi, 1 milliard de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau. Le Pérou est le 3<sup>ème</sup> pays le plus affecté par le réchauffement climatique avec une perte de sa masse glacière de 22%, ce qui constitue une perte de 12,13% d'eau soit dix années de consommation de la capitale, Lima. Néanmoins, le Pérou tente de lutter activement contre le réchauffement comme par exemple le plan anti déforestation visant à

aboutir à 0% de destruction de la forêt en 2021. « En effet, certains regardent tomber l'avion et d'autres essayent de comprendre pourquoi ? »

Enfin Manuel Marin explique la nécessité de mettre en place des objectifs à long terme s'effectuant par le transfert de nouvelles technologies. Il ajoute que le problème principal se situe au niveau des générations futures. Il est nécessaire de trouver des intérêts communs. Enfin, il conclue en expliquant que la solution du monde ne peut pas venir de la politique mais cela viendra de la recherche scientifique, de l'espoir de la nanotechnologie et de la confiance en l'être humain et du bon sens. En Amérique latine, l'énergie hydraulique représente un potentiel considérable et beaucoup de pays sud-américains devraient se calquer sur le modèle brésilien. Le Sommet de Cancun sera ainsi l'occasion de réfléchir à ces projets et l'espoir d'aboutir à un accord commun car le monde ne peut continuer ainsi.

---

## **Social : Les Migrants Latino-américains en Europe**

Arnaud Angelov-David Pinto-David Sauvanet

### **LAURA THOMPSON**

#### **Histoire des migrants européens.**

Aux 19ème les européens allaient en Amérique du sud, espagnols, italiens, portugais vers l'Amérique du sud. Migration constante produite au moment des guerres et crises européennes année 50 60. Beaucoup en Argentine et au Venezuela. Mexique vers USA. Au moment des crises latino américaines 70, réfugiés politiques vers l'Europe, et une vision plus ouverte du monde (dictature) Cuba, Chili, Argentine. Egalement des étudiants et intellectuels en quête de liberté.

Cette migration change dans les années 90, passant de politique à économique. On constate également une immigration de retour, européens venus précédemment revenus à leurs origines.

Caraïbes → Jamaïcains retour vers la Grande-Bretagne. (Ils faisaient parti du Commonwealth. Beaucoup d'individus isolés, notamment des femmes.

Années 2000, 2000 → 2005 migration économique Amérique du sud vers Europe. Il y a 1,4 M de latinos vers l'Europe. L'Espagne est le premier pays d'accueil, suivent le Portugal et l'Italie.

Facteurs expliquant cela :

- Economique, social, politique
- Fermeture de la frontière USA après le 11 septembre
- Incapacité des gouvernements latino américains qui ne peuvent contrecarrer les problèmes de la crise avec des mesures social.

#### **Profil du migrant des années 2000**

Ils sont essentiellement des professionnels, relativement qualifiés, en Espagne pour la langue. France et Allemagne dans une moindre mesure.

Origine des migrants : Argentine, Brésil, Colombie, Equateur, Pérou. Les Caraïbes privilégient USA et Canada.

Il y a aussi de la main d'œuvre non qualifiée pour la première fois. Certains migrants ont des besoins importants, notamment les jeunes. C'est plus pour avoir une nouvelle vie que de retrouver leur famille. Beaucoup de femmes seules. → Féminisation de l'immigration.

Un grand degré d'irrégularité des migrations. L'objectif est de trouver un travail. Cette population envoi de nombreuses « remesas ». Beaucoup de virements économiques. Ces personnes ont souvent des connexions avec les pays d'accueil.

La crise économique de 2008 : les flux migratoires baissent, les virements « remesas » sont touchés. C'est une réduction inférieure à ce que l'on peut imaginer. On pensait qu'il y aurait des retours massifs mais il n'y en a pas eu finalement.

### **L'Europe (vision) :**

Ils ont été pendant très longtemps très bien reçus. Il y a une union au sein de l'Europe mais on ferme les frontières extérieures. Tendances vers l'unification européenne. Harmonisation de la politique migratoire, restrictions au niveau de l'entrée en opposition à la liberté au sein de l'espace Schengen.

En Europe ils ont bien reçus, car la population vieillit et la population jeune et qualifiée d'Amérique du sud subvient aux besoins.

En Amérique du sud elle n'est pas canalisée. Il y a une grande capacité de l'Amérique latine à proposer des solutions de migrations à leurs migrants. Ils ont pris conscience du besoin de soutenir ces migrants, leurs citoyens étrangers. Renforcement des capacités consulaires, on cherche à garder le contact. Cette migration revient plus au pays, mais qui changent de vie. Les pays d'Amérique du sud s'engagent dans un processus en cours, pour avoir des infos sur les migrants, et également renforcer la capacité consulaire.

En tant qu'organisation internationale l'OIM a trois processus. Le problème migratoire ne peut être résolu par un seul état, individuellement. On a une politique plus claire sur la transversalité de la migration. Cette migration ne peut être arrêtée, on ne peut pas les fermer. C'est impossible. Dans ce contexte les processus régionaux de consultation contribuent à créer des relations de confiance dans ces régions afin d'aborder clairement et ouvertement les problèmes et d'évaluer les besoins des pays dans ces processus :

- Conférence sud américaine (+ Surinam et Guyane)
- Amérique du Nord et Caraïbes : processus de Puebla (USA, Canada, République DOM, Mexique). Le but est de parler avec les Mexicains de leurs propres problèmes
- Processus Ibéro Américain avec la CEPAL. (Espagne, Portugal Andorre et Amérique du Sud. Mise en place de forums.

### **Questions sensibles UE Amérique du Sud :**

Directive de retour de décembre 2008 pour les migrants irréguliers :

- 1<sup>ère</sup> solution retour volontaire des migrants. C'était flexible, et ce ne l'est plus. Manque de respect des DDH, limites de liberté. Rapatriements, interdictions de revenir en Europe
- 2<sup>ème</sup> : la loi italienne de la sécurité et de l'immigration : cette loi criminalise la migration irrégulière. Ceci pour la première fois rend la migration clandestine au stade de délit, crime.

Ce processus se fait que lors de la construction de l'Europe.

Les pays sont plus ou moins tolérants avec les migrants, et notamment en fonction des cultures, des races. Certains pays sont réticents. Pas encore vraiment de politique migratoire commune, même si elle se crée doucement.

Les problèmes se résolvent trop entre européens et pas assez en coopération avec l'Amérique du sud.

- Pactes européens sur les migrations et exil fait parti des efforts.
- Sommet de Lima également, pour ouvrir le dialogue.
- Juin 2009, dialogue structurel sur l'immigration régulière et irrégulière.

Première réunion de haut niveau en Septembre 2009. On y a parlé des « remesas », migrations, flux.

Forum également à Cuenca en 2008 et Juillet 2010, notamment pour parler des DDH et des migrants, manière également de renforcer les pays de destinations avec la migration, et de changer la vision.

Reconnaissance de l'utilité des migrants dans le développement des pays. Prouver que les « remesas » aident au DVT des pays d'Amérique du sud.

Sommet de Santiago du Chili avec une déclaration et plan d'action.

Promouvoir les DDH des migrants. En Amérique latine on prend conscience que les gouvernements ne peuvent demander aux pays de respecter les droits des migrants, ils doivent le faire eux aussi. Il y a une conscience du besoin de défense des migrants.

Dans son organisation, développement de liens entre l'Amérique latine et les diasporas.

Pour conclure, les défis de l'avenir :

#### **Dans la perspective de l'UE :**

- Continuer le dialogue ouvert, et renforcer ce qui existe déjà et aller de l'avant.
- Démystifier les concepts d'émigrants en tant que problème. En lançant des campagnes publiques par exemple, et en montrer les avantages.
- Cette main d'œuvre est nécessaire à l'Europe.
- Développer des politiques publiques afin de canaliser les flux. Par ex. les Philippines ont réussi à le faire, cette population les éduque, et les dirige.
- Parler de la réintégration des migrants qui reviennent. Leurs circonstances sont parfois difficiles, leur expérience riche peut favoriser la population locale, amener leur vision différente. Aider au développement local
- Les « remesas », coutent chers, il faut baisser le prix

#### **DIRK JASPERS**

Diversification des destinations

Début 2010, 2,4 millions d'immigrés en Espagne.

Divers impacts de la crise.

CEPAL parle du problème de non régulation des marchés, et de la distribution des richesses.

Les migrants à l'étranger sont plus touchés par la crise.

Augmentation du dialogue.

#### **ANDRES BONILLA**

Sujet où il y a des visions et critères différents. Il n'y a pas d'avancée dans les relations. Les politiques d'accueil n'existent pas. Environnement négatif, restrictif de recul. Le processus ne peut être arrêté. Ceci du à l'ouverture de la modification de la société et ouverture des économie. La politique changera, les flux migratoires non. A long terme, peu d'espérance pour avoir du succès et améliorer les conditions de migration.

Les « remesas » permettent d'entretenir les gens, mais on n'investit pas assez dans l'économie elle-même. Problème de fuites de cerveaux.

Tensions différentes: construction d'un agenda de construction de l'image des immigrants. Comparer les intérêts étatiques et sociétales. Comparer les besoins Amérique du sud et Europe. Il faut approfondir l'impact sur l'Europe.

- Etudier l'impact économique,
- L'impact culturel sur les deux cultures
- Enlever la vision immigration/ insécurité.

#### **ROBERT ROCHEFORT**

Député européen. (MODEM)

Angle plus politique. En Europe il y a une contradiction majeure. Besoin de 50 M d'immigrant d'ici 2050. Problèmes de fertilité, crise démographique.

Paradoxalement, à cause de la crise, le repli sur nous même qui vise à accuser les immigrés. Contradiction court terme et long terme. On doit considérer que cette question n'est pas seulement technique, mais à un système de valeur.

A quel type de valeur croyons nous ? La mondialisation est injuste car elle encourage la libre circulation des marchandises et capitaux mais pas les hommes.

Il y aurait un rapport entre une politique responsable d'immigration, et une politique trop répressive sur l'immigration illégale.

→ Circulation absolue des gens ?

#### **Question délicate : Fuite des cerveaux.**

Les cerveaux fuient et ne reviennent pas au pays. Les immigrés ne sont pas accueillis en fonction uniquement des besoins. Les besoins vont être énormes, pas de problèmes pour les non qualifiés. Cette question ne peut pas être traité en dehors d'un partenariat mondial. Pas favorable aux quotas.

#### Axe fort de l'UE :

Au parlement on met l'accent sur le manque de discrimination sur l'immigré légal, on essaie de lutter contre cette discrimination de manière forte.

#### Problème, faiblesses

- Grosse répression de l'illégalité
- Arrêter que chacun ait sa propre politique de réception des immigrés.
- Blue CARD, pour circulation. Elle vise trop les populations trop qualifiées.
- 

#### **Conclusion :**

L'UE accueille plus d'immigrés que les USA. La question de l'immigration est celle de l'articulation entre les pays d'origine et d'accueil. Il faut une composante pour mélanger les cultures.

#### **RAFAEL ANCHIA, immigration latino aux USA.**

Les USA font partie de l'Amérique latine.

USA deuxième pays hispanophone du monde. Derrière le Mexique.

Pour les primaires républicaines, Les latinos auraient voté Mc Cain. Sans eux Mc Cain aurait perdu contre Romney.

Démocrates : Obama n'a pas bénéficié des latinos contre Clinton.

L'importance des latinos est telle que OBAMA fait des clips en espagnol, conscient de leur pouvoir.

Les latinos perdent des voies sur la coté est, mais sur la Sun-Belt il gagnent en influence.

Ce qui est important de retenir de cette intervention, c'est que la part des latinos augmente de manière constante aux USA, et bien qu'ils aient le statut d'immigrés, ils ont une influence de plus en plus influente sur le pays. Leur intégration n'est pas nouvelle, mais n'est à l'heure actuelle pas assez prise en compte par les pouvoirs publiques, notamment les politiques, au vu de leur impact sur l'économie.

#### **ALEJANDRO AGUINAGA**

On a parlé encore de solution.

Les mesures de l'UE sont unilatérales et tendent à contenir les flux migratoires.

- Sanctionner d'avantages ceux qui emploient des immigrés clandestins
- Répression
- Pacte européen immigration et asile

Selon lui l'UE est anti immigration (vision plus radicale)

Les « Remesas » sont importantes dans les pays latinos. (PIB)

Problème l'état ne touche pas d'argent dessus. 500 M de manque à gagner pour le Pérou.

#### Aspect social :

L'immigré est mal considéré. Surtout quand il est illégal.

Il pense que l'UE doit gérer de manière particulière les SUD AMERICAIN par rapport aux autres.

#### **ZAIR KEDADOUCHE**

L'immigration est une question politique. En France c'était dans les années 70, avec 400000 personnes non formées. On se disait ils repartiront chez eux. Mais il n'y a pas de retour massif. Ce n'est pas l'éloignement géographique qui joue un rôle. Souvent ce sont des hommes jeunes qui partent. Ils prennent de gros risques. Ils ne partiront pas. Ils veulent y construire leur vie, s'installe, font des enfants et ont des attaches.

#### Question de l'intégration

En Europe, c'est une variable d'ajustement politique, pour tous les pays. En Allemagne, le multi culturalisme ne fonctionne pas, des partis anti immigrations se créent. La Suède a 24 parlementaires d'extrême droite. Comment faire pour vivre ensemble ?

En France il y a déjà la langue. En France on n'a pas le droit de comptabiliser, encore moins s'exprimer dans une autre langue. Etre citoyen c'est la langue ? La religion (Islam) ?

La France est-ce des valeurs ?

Le principal défi de la France comme l'Europe : comment éviter démocratiquement la montée du racisme, de l'extrême droite, qui joue sur la peur pour asseoir leur pouvoir. L'immigration est un problème. Attention aux discriminations.

#### **ANTONIO ECCARI**

Lors du dernier recensement au Texas et en Californie, on a vu que 30% des personnes parlent espagnol, dans leur pays d'accueil. Il est difficile de parler des migrants continentaux, qui bougent beaucoup, et qui travaillent dans des conditions déplorables.

Trop grand gain des institutions bancaires sur les « remesas ». (Il oublie de parler des risques bancaires, des comptoirs à ouvrir, de la sécurité).

#### **MARC CABANE**

France pays d'ancienne immigration, avec des vagues successive, européenne, africaines. Actuellement 3 M d'étrangers. La France continue à accueillir 150 000 étrangers et 50 000 étudiants. La France intègre et naturalise 120 000 français. Sans parler les enfants nés sur le territoire. En France 60 000 sud américains, dont 20 000 haïtiens.

Beaucoup d'étudiants étrangers, et cela augmente.

#### **JANE JAQUETTE**

Solution pour changer les mentalités. En Californie 60% voulaient refuser les immigrés illégaux pour les soins et l'éducation. Maintenant, 15 ans plus tard, on a réorganisé les électeurs, pris en compte les besoins de l'immigration. Pour des raisons de familles, de racines. 60% d'immigrés dans cet Etat.

Maintenant, si une personne illégale se comporte bien, elle peut entrer dans un processus de naturalisation.

#### **CONCLUSION GENERALE**

L'immigration est une question importante, notamment en temps de crise actuelle.

Les principales idées évoquées sont :

La légalisation de cette immigration

La fuite des cerveaux

Concrètement, L'Amérique du sud et l'UE n'arrivent pas à se mettre d'accord sur des politiques migratoires claires. De plus, il n'y a pas de politique migratoire claire au sein même de ses deux entités. Ceci entraîne notamment l'immigration illégales. Enfin, les intervenants sont unanimes sur le fait qu'il faille changer la vision des immigrés, souvent mal vus par les populations locales.

---

## *Economie : La coopération européenne en Amérique Latine*

LALANNE François-TRUBERT Gaël

Président

**Rodrigo BORJA**, Ancien président de l'Equateur

Intervenant

**José Antonio SANAHUJA**, Fondation Carolina (Espagne)

Commentateurs

- **José BOTAFOGO**, Président du Centre Brésilien des Relations Internationales (CERBI)
- **Fernando ARAUJO**, Ancien Ministre des Affaires étrangères, Président du Parti Conservateur (Colombie)
- **Jean-Marc PASTOR**, Sénateur P.S, Président du Groupe Amitié France-Amérique Latine, Questeur du Sénat (France)

Débateurs

- **Teresa CUNILLERA**, Député PSOE, Première Vice-présidente du Congrès des Députés (Espagne)
- **Marta MARIN**, Déléguée d'Euskadi à Bruxelles (Espagne)
- **Juan Temistocles MONTAS**, Ministre de l'Economie, de la Planification et du Développement (République Dominicaine)
- **Marcelo FORNI**, Directeur corporatif SAIEH (Chili)

Rapporteur

**José Antonio SANAHUJA**, Fondation Carolina (Espagne)

La coopération européenne en Amérique Latine découle explicitement du phénomène omniprésent de la mondialisation. Cet unique et grand marché commercial, fonctionnant de manière perpétuelle et sans répit illustre le fait que tous les acteurs internationaux sont directement ou indirectement interdépendants.

Cependant, comme le souligne Rodrigo BORJA, la mondialisation est un processus encourageant la globalisation et qui sur son chemin de la réussite est générateur de multiples victimes, asymétries et incohérences. L'américanisme outrageant, les entités économiques les plus puissantes d'origine quasi exclusivement privatiste, états délaissés,... sont autant d'exemples des maux de la mondialisation. Ceci n'est pas sans rappeler la prophétie d'Engels estimant que l'Etat rentrera au musée des antiquités.

En réponse aux failles de la globalisation, la création d'organisations de coopération et d'intégration apparaît comme nécessaire. Ainsi, selon Rodrigo BORJA, l'heure est venue de dépasser le concept d'Etat et de souveraineté, d'inhiber les concepts de chauvinisme pour créer des organisations transnationales. Il illustre cette volonté innovatrice avec l'Union de Nations Sud Américaines (UNASUR), entité ayant le potentiel d'être plus qu'un simple producteur de discours.

Idée clairement reprise par José Antonio SANAHUJA qui estime que les problématiques essentielles du XXIème siècle découlent du phénomène de globalisation, par exemples, l'instabilité du marché, la volatilité des accords, les problèmes dus à la crise financière mondiale, une aide au développement inégale,... Ce besoin d'une nouvelle coopération ne pourra être efficace voire efficiente qu'à l'aide d'instruments de politique sains. Il précise que les deux forces dominantes, la privatisation et la transnationalisation, reflètent l'indispensabilité des acteurs privés et l'omnipotence de l'investissement étranger direct. Pour illustration, la crise de 2008 a supposé un point d'infléchissement provoquant une chute d'envois d'argent ayant pour conséquence directe une chute de l'aide au développement pour les pays récepteurs. De plus, il estime qu'il faut tirer la sonnette d'alarme eu égard au changement de la rationalité de l'aide et de la sécurité, créateur d'inégalités.

Ensuite, José Antonio SANAHUJA, souligne le fait que l'Amérique Latine n'est pas une région prioritaire, que les agendas internationaux s'adaptent à toutes les régions sauf à la sienne et que les volumes des aides internationales ont clairement changé de destinataires. Par exemples, l'aide au développement entre 1998 et 2008 et passé de 10% à 5%, l'aide pour l'Irak a augmenté de 300%, l'Amérique Latine est vue comme « l'orphelin de l'aide ». Malgré tout, la coopération européenne en Amérique Latine subsiste clairement dans ce secteur étant donné que le volume financier d'aide de la commission européenne est en constante hausse au point même que c'est le premier donateur devant les Etats-Unis. Ceci n'efface cependant pas le fait que cette insuffisance de coopération avec l'Amérique Latine a permis l'émergence d'une coopération de solidarité entre pays du Sud.

En matière de coopération européenne en Amérique Latine, et comme l'a exprimé José BOTAFOGO le constat actuel est mitigé. En effet, José Antonio SANAHUJA se questionne sur le fait de savoir s'il est possible de travailler concrètement avec l'Europe si cette dernière consacre une majorité de ses aides pour d'autres que pour l'Amérique Latine. Malgré l'Europe comme premier financeur d'aides pour l'Amérique Latine, n'est ce pas une région oubliée ? Comme en conclut le rapporteur loin d'être une région oublié, l'Amérique latine continue d'exister grâce aux travaux de l'Europe et à la politique communautaire qui s'adapte à la politique latino-américaine. En d'autres termes, l'Europe doit maintenir ses

efforts, conserver son « leadership » sur l'Amérique Latine, atténuer les asymétries, ne pas se retirer de ses projets, réorienter les accords de libre échange,... Fernando ARAUJO précise d'ailleurs que la coopération entre la communauté andine et l'Union Européenne est régie par des programmes indicatifs nationaux pour une durée de 6 ans, dont la valeur totale du dernier projet est d'environ 50 millions d'Euros et que la mission principale est l'intégration économique régionale.

Comme le soutient Fernando ARAUJO cette coopération européenne en Amérique Latine reçoit même l'approbation des Etats-Unis. En effet, l'Union Européenne a signé un accord de 160 millions d'Euros pour la période 2007-2013 avec la Colombie pour un programme de coresponsabilité pour la lutte contre la drogue. Cette coopération soutenue officiellement par les Etats-Unis, met en exergue l'importance des relations Europe-Amérique Latine et le fait que la coopération doit être basée sur les associations entre états et entre entreprises internationales.

Cependant, et comme le fait remarquer Jean-Marc PASTOR, il faut être deux pour parler de coopération, nous sommes donc à même de nous poser la question, l'Union Européenne et l'Amérique Latine peuvent-ils parler d'une seule voie ? La réponse se doit d'être nuancée, en l'occurrence, l'Union Européenne ne sait guère comment aborder l'Amérique Latine. Alors qu'elle ne doit absolument pas être absente de cette région possédant de multiples et insoupçonnables ressources, l'Europe en cette matière fait preuve de « faillite d'imagination ». De nombreux défis se posent à l'Europe en matière de coopération en Amérique Latine. Cette coopération pour Jean-Marc PASTOR doit prendre en compte le rôle essentiel des technocrates et elle doit plus être tournée vers une communauté de valeurs que vers une communauté d'intérêts.

Selon Marta MARIN, ces communautés de valeurs s'illustrent à travers l'augmentation du nombre d'autorités locales régionales garantissant la cohésion sociale. De plus, elle rappelle le rôle du gouvernement basque en Amérique Latine pour créer des plans de développement, de sécurité, d'aide,... l'exemple type étant le transfert des technologies à cette région. Il émerge l'idée que le gouvernement basque se focalise sur la coopération pour relancer ses programmes économiques et sociaux envers l'Amérique Latine.

Juan Temistocles MONTAS, reconnaît aussi que l'aide européenne à la République Dominicaine et plus largement à l'Amérique Latine est basée sur la coopération. Malgré tout, il n'oublie pas de préciser que certaines aides sont de la « poudre aux yeux », comme en Haïti où le rôle des organisations internationales est contestable et contesté.

Reprenant les mots de José Antonio SANAHUJA, nous entrons dans l'étape de la transition de la coopération. Cette nouvelle coopération a pour secteur clef la problématique de la sécurité. Et comme l'a annoncé Juan Temistocles MONTAS cette nouvelle coopération peut posséder des effets pervers, ainsi, nous devons constamment multiplier les dialogues Europe-Amérique Latine et nous associer de manière accrue dans de nouveaux programmes incluant tous les acteurs internationaux.